ELECTIONS LEGISLATIVES — MARS 1973 — HAUTS-DE-SEINE
Saint-Cloud - Garches - Rueil



FRONT NATIONAL

François BRIGNEAU

CANDIDAT Rédacteur en chef de « Minute »

SUPPLÉANTE **Nicole MARÉCHAL**

Mère de famille — Rapatriée

J'AI cinquante-quatre ans. Journaliste depuis 1946, je suis aujourd'hui rédacteur en chef d'un grand hebdomadaire français. N'ayant pas le goût du somptueux, ma situation matérielle me suffit : j'ai un métier, une maison, un bateau et une bicyclette, que demander de plus ?

L'ambition personnelle ne me turlupine pas. Je suis indifférent à ce qu'on appelle les « honneurs ». En conséquence, si je participe pour la première fois de ma vie à une compétition électorale ; si j'estime de mon devoir de le faire ; plus encore si j'éprouve le sentiment très vif qu'une dérobade à ce devoir ressemblerait à une désertion, c'est qu'il doit y avoir des raisons.

Des raisons graves, impérieuses, essentielles qui peuvent se résumer ainsi :

En quinze années de pouvoir quasi absolu, le régime actuel a accéléré dans tous les domaines la décadence morale, intellectuelle et civique des Français et facilité ainsi l'arrivée au pouvoir de cette « démocratie populaire » que nous voyons pointer derrière l'Union de la gauche.
C'est pour rassembler dans le combat actuel et dans les batailles futures les Français conscients de ce drame que j'ai accepté la vice-présidence du Front National et que je suis devenu son candidat dans votre circonscription.

Une faillite qui fait mal

La V[e] République est née d'une double volonté : celle de mettre fin à l'instabilité ministérielle et celle de garder dans la communauté française les départements français.
Sur le premier point, le régime a tenu à peu près ses promesses à ce correctif près : la valse des ministères a été remplacée par la valse des ministres. Exemple : 15 ministres de l'Education nationale depuis le début sans que cela aille mieux — au contraire — de l'Ecole primaire à l'Université. Si vous me faites l'honneur de m'élire, mon premier souci sera d'ailleurs de demander l'abrogation de la loi Edgar Faure.

Sur le second point, la trahison est évidente. Un million de rapatriés reçus avec l'hostilité officielle que l'on sait, des millions de musulmans livrés à une dictature fanatique, des richesses perdues (villes construites par nous, pétrole trouvé par nous), etc., l'immigration sauvage d'un sous-prolétariat algérien réduit à la misère : le bilan est catastrophique. Et là encore, si vous me portez à l'Assemblée, je n'aurai de cesse de demander la révocation des accords d'Evian et leur remplacement par un traité d'Etat à Etat, où les intérêts des Français soient enfin défendus.

Ce mensonge initial a permis de comprendre depuis longtemps que ce gouvernement et sa majorité avilie ne songeaient qu'à se maintenir en place, au prix de tous les reniements, de toutes les concessions, de toutes les lâchetés, de tous les désordres. Cette vérité éclate aujourd'hui aux yeux les moins avertis.

Un bilan de désordre et d'injustice

Les scandales financiers et administratifs se sont multipliés. L'Education nationale est livrée à l'anarchie et à l'absurdité. Les banques règnent sur notre économie, au détriment des producteurs de la richesse nationale, ouvriers, cadres et patrons. La télévision est aux mains des communistes et des gauchistes qui y imposent déjà leur dictature intellectuelle. Les chefs de la C.G.T. communiste et de la C.F.D.T. gauchiste sont devenus les interlocuteurs privilégiés d'un Pouvoir incohérent. Les classes moyennes, les professions libérales, les commerçants et les artisans se voient écrasés par une fiscalité arbitraire et paralysés par des réglementations absurdes et tyranniques.

La hausse du coût de la vie et l'inflation ne sont que les conséquences obligatoires d'un budget public écrasant, caractérisé par l'étatisme, le dirigisme, l'imprévoyance et le gaspillage. La ménagère en paye chaque jour le prix exorbitant, et le contribuable chaque année, lorsqu'il n'a pas la chance d'être un privilégié du système.

Le gouvernement — notamment son vrai maître, le ministre des Finances — s'attribue le mérite de l'expansion économique qui permet encore à la France de supporter tant bien que mal leur oppression. C'est faux : l'expansion, vous le savez bien, est due à la volonté de vivre des Français, à leur dynamisme, à l'initiative des chefs d'entreprise, à la compétence des cadres, au travail des ouvriers et des employés, aux réussites de nos chercheurs.

D'abord, défendre les Français

Devant cet état de faits, qui oserait prétendre que les Français ont été défendus par les députés élus en 1968 et qui ont trahi la confiance du peuple ? Défendus contre l'injustice administrative et l'oppression fiscale ? Défendus contre la tyrannie des technocrates et la gabegie ? Défendus contre la toute-puissance de l'argent, contre la spéculation et contre les scandales ? Défendus contre la pornographie, l'immoralité, la drogue et la criminalité ? Défendus enfin contre l'invasion de leur vieux pays par une foule d'indésirables ?

Contre l'invasion de la France par les indésirables

Car là encore nous sommes les seuls à tirer la sonnette d'alarme. Les Français ne sont ni xénophobes ni racistes. Ils tendent une main fraternelle aux travailleurs étrangers sérieux et capables, utiles à notre économie, respectueux de nos lois, de notre morale, de notre civilisation.
Mais ils ne supportent plus que la France soit colonisée, exploitée, terrorisée.
Il n'est pas tolérable que notre pays soit devenu un dépotoir ouvert aux bons à rien, aux tarés, aux délinquants, aux criminels ! Il n'est pas tolérable que l'insécurité règne dans

AVEC FRANÇOIS BRIGNEAU, VOTEZ FRONT NATIONAL

tant de quartiers où les commerçants vivent dans l'inquiétude, où les agressions sont quotidiennes, où il est dangereux pour une femme de sortir seule à la tombée de la nuit. Il n'est pas non plus tolérable que notre budget social et hospitalier soit dilapidé au profit des indésirables.

A ces périls croissants, une seule solution : la stricte surveillance aux frontières des candidats à l'immigration enfin soumis à un triple contrôle sanitaire, professionnel et judiciaire.

Une seule sanction aux manquements aux règles de l'hospitalité : l'expulsion immédiate par mesure administrative des immigrés condamnés de droit commun, des « chômeurs » perpétuels, des étrangers convaincus d'agitation politique, quelles qu'en soient les tendances.

Tout cela, vous le pensez. Quel candidat vous en parle ? Et il s'agit pourtant d'un problème vital pour le présent et pour l'avenir de la nation.

Ce que nous pouvons faire

Sans démagogie, nous sommes convaincus qu'un certain nombre d'objectifs peuvent être atteints. Le programme du Front National en témoigne. Citons :

★ Restauration de l'autorité des parents par la défense des droits de la famille.

★ Restauration de l'autorité des maîtres et des professeurs en abrogeant la loi Edgar Faure qui a désagrégé l'Education nationale, livré l'enseignement au marxisme, introduit officiellement la politique à l'école, confié les programmes à des clowns ou à des fous, substitué l'éducation sexuelle à l'éducation tout court.

★ Restauration de l'autorité des patrons et des cadres.

★ Réglementation de la grève, surtout dans les services publics qui fait payer l'innocent pour l'Etat-patron, seul coupable.

★ Répression impitoyable des crimes, du commerce de la drogue, des attentats sexuels, des trafics.

★ Instauration d'une commission permanente de contrôle des dépenses de la nation et de celles des élus de la nation. Capable d'empêcher l'Etat de gaspiller l'argent des Français dans les scandales de la Villette, du Concorde ou des milliards aux rois nègres, cette commission surveillerait aussi la fortune privée des parlementaires.

★ Création d'un organisme spécial de contrôle des caisses de protection sociale (maladie, invalidité, vieillesse). Il veillerait à ce que justice soit rendue aux catégories les plus défavorisées (vieillards, artisans, commerçants, petits salariés). Il veillerait également à ce que l'Etat s'engage solennellement à ne pas toucher un sou aux retraites complémentaires — ce que ne font actuellement ni la majorité ni l'Union de la gauche.

Votez pour vos idées

Sans ces mesures de sursaut national et de salut public que préconise notre droite nationale, sociale et populaire, le communisme qui avance, masqué derrière l'Union de la gauche, balaiera un pays miné par le régime.

Ce sera partout l'Europe des miradors et des barbelés, l'Europe des tanks et de la tyrannie marxiste. Le drapeau rouge arrivera à Brest. Le mur de Berlin deviendra le mur de l'Atlantique.

Le « Front National », c'est d'abord un Front anticommuniste et le premier grief que nous faisons au régime c'est d'avoir favorisé la progression de la « démocratie populaire », dont nous savons, après les exemples de l'Est européen, qu'elle n'est ni démocrate ni populaire. Le socialisme humain qui montre la gueule de Brejnev, on sait ce que cela signifie.

C'est pourquoi, pour affirmer votre opposition au totalitarisme marxiste et votre défiance du régime impuissant et gangrené que nous subissons aujourd'hui, vous voterez Front National.

Le mode de scrutin actuel vous permet au premier tour d'exprimer vos opinions, sans calcul et sans crainte.
Au premier tour, vous devez voter pour le candidat qui exprime vos vérités et défend votre conception de sa vie en vous réservant la possibilité, le cas échéant, de voter au second tour contre l'adversaire le plus dangereux. Soyez avec nous avant qu'il ne soit trop tard.

Ne vous laissez donc pas influencer par les fausses habiletés des politiciens. Voter utile, c'est d'abord voter honnête et clair. Si vous croyez que nous avons raison, si vous estimez justes et nécessaires les positions du Front National, brisez l'équivoque.

QUI SOMMES-NOUS ? DES FRANÇAIS COMME VOUS

François Brigneau, né à Concarneau (Finistère) en 1919, de vieille souche bretonne. Grands-parents marins et paysans. Père instituteur. Mère couturière. Mobilisé en 1939. Démissionne du peloton des E.O.R. pour monter se battre au front. Partisan du Maréchal Pétain. S'il est élu, il proposera d'ailleurs à l'Assemblée le transfert des cendres du Maréchal à Verdun. Participe avec Jean-Marie Le Pen à la bataille pour l'Algérie française. Rédacteur en chef de « Minute » depuis 1964. Marié. Père de quatre enfants, en a élevé cinq. Habite Saint-Cloud depuis 1950.

Nicole Maréchal, née Pujol. Famille de médecins d'Alger, où ses aïeux, réfugiés politiques, s'étaient établis il y a quatre générations. Mariée à un ingénieur agricole. Fonctionnaire au Service de la Recherche scientique, elle a quitté son métier pour élever ses trois enfants.

Vu le candidat.